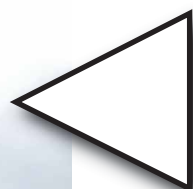


Communistes

www.PCF.fr

Municipales 2026 :

Les ambitions du PCF à deux mois du scrutin (p. 3)



Vidéo

Mercosur :
un accord au
service du
capital,
contre
l'agriculture



A. Chassaigne : Le mandat de maire (p. 7)

Transsibérien

Obsédé par sa chasse aux déviants de toute sorte et aux transsexuels en particulier, le député RN Matthias Renault, élu de la Somme, a demandé qu'on supprime les subventions aux rencontres Trans Musicales de Rennes, qualifié de « festival d'artistes transgenres ». Ignorant que l'appellation du festival en question, fondé en 1979, fait référence au titre d'un album de free jazz de 1978. On attend maintenant avec impatience les nouvelles initiatives du député d'extrême droite. D'ici à ce qu'il parte en guerre contre les transplantés, immigrés aux mœurs singulières, selon lui, ou pire : au transsibérien, individu du grand nord carrément peu recommandable... « Les cons, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît », disait Audiard.👊

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

21 janvier, à partir de 19 h : Le Fil rouge, la formation en visio du PCF : propositions du Parti sur la sécurité, avec Robin Salecroix. Lien de connexion :

22 janvier, à partir de 18 h 30 : La section du sarladais vous convie au pot de l'amitié pour la nouvelle année en présence de Luis Ferreyra, tête de la liste «La Relève» et de ses deux colistiers : Nathalie Bouhours et Patrick Apel-Muller. Salle Pierre-Denoix, ancien hôpital, Sarlat (24)

24 janvier, à partir de 10 h 30 : Cérémonie des vœux de la fédération de la Corrèze. La Papeterie (Allée de la papeterie), Uzerche (19)

31 janvier à partir de 17h30 : banquet des vœux du PCF Lille, soirée militante et festive (débat, village associatif, quizz musical, repas couscous...) à la salle Noiret à Lille (59)

4 février, à partir de 9 h : Colloque : L'exploitation agricole familiale française à la croisée des chemins, organisé avec le soutien la commission Agriculture, pêche, forêt du PCF. Inscription :

<http://r.email.gabrielperi.fr/mk/cl/f/sh/1t6Af4OIGsF30hSyBwIAxzdJYRBr8/IALyrglmRow>

Espace Niemeyer, siège du PCF, Paris (75019)
4 février, à partir de 18 h : Rassemblement pour Mumia Abu Jamal. Place de la Concorde, angle Jardin des Tuileries/rue de Rivoli, Paris (75008)

8 février, à partir de 15 h : Les communistes d'Elne vous invitent à leur grande rifle annuelle : jambons, tripacks de vins, paniers de légumes attendent d'être gagnés ! Salle Esther-Senot, Mairie d'Elne (66)

21 février, à partir de 18 h 30 : Colloque « Faire vivre la mémoire de la résistance des femmes ». Avec la participation de Jean David Morvan, dessinateur, Sylvie Zaidman, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Musée de la Libération / Leclerc / Jean Moulin, Sabine Pesier, co-présidente du Mémorial national des femmes en résistance, Sandrine Treiner, autrice d'un livre sur Olga Bancic & Pierre Laurent. Siège du PCF (75019)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

16 janvier, 18 h : Trump, imperator contre

l'Amérique. Avec Christophe Deroubaix, journaliste à *l'Humanité*. Il couvre l'actualité des États-Unis depuis 1993.

13 février, 18 h : Pour un monde plus juste et écologique, une Sécurité sociale de l'alimentation ? Avec Tanguy Martin, agronome, militant dans le groupe Agricultures et souveraineté alimentaire d'Ingénieur-e-s sans frontières (ISF Agrista).

13 mars, 18 h : Culture en péril, que faire ? Avec le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnel-le-s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

17 avril, 18 h : Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand reporter, membre du pôle Enquêtes de *l'Humanité*. Son investigation journalistique sur la holding de Stérin a révélé l'ampleur du projet d'extrême droite Périclès.

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn, journaliste, elle a récemment coordonné le numéro 203 de la revue *Manière de voir* : « Santé mentale, symptômes d'un monde fêlé ». (Rencontre organisée en lien avec les Amis du Monde diplomatique)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

23 janvier, 9 h-17 h : Journée d'étude dans le cadre de la nouvelle saison des ateliers d'histoire du communisme : Les Fronts populaires hors d'Europe
À l'Auditorium de l'Humanité, Campus Condorcet, 93300 Aubervilliers)

Inscription en présentiel :
<https://gabrielperi.fr/archives-histoires/les-fronts-populaires-hors-deurope/>

Inscription en visioconférence :
https://us02web.zoom.us/join/register/WN_iq4GLksjQFy154ve3RnpqQ#/register

Municipales 2026 : Les ambitions du PCF à deux mois du scrutin

À deux mois du premier tour des élections municipales, le PCF, qui validait ce samedi ses chef-fes de file, exprime une ambition forte. Troisième force politique de France dans les villes et villages, il s'agit pour le Parti communiste français de conforter son assise territoriale, de l'élargir au service de toutes les populations, de combattre l'abstention et de faire gagner la gauche pour répondre aux attentes des habitantes et habitants.

Dans des centaines de villes de plus de 20 000 habitants, les communistes ont contribué aux rassemblements les plus larges à gauche et sont mobilisés pour faire gagner les maires communistes, socialistes et écologistes face à la droite et à l'extrême droite.

Au Havre et à Nîmes, deux villes symboliques des impasses de la droite, les communistes sont prêts à relever le défi. À Montreuil avec Patrice Bessac ou à Vitry-sur-Seine avec Pierre Bell-Lloch, les communistes aspirent à faire réélire leurs maires des deux plus grandes municipalités qu'ils dirigent. À Arles, Champigny-sur-Marne ou Saint-Pierre-des-Corps notamment, grâce au travail mené le plus souvent avec le Parti socialiste et les Écologistes, le PCF organise la reconquête de villes perdues en 2020. Dans toute la France, de nombreuses candidates communistes s'engagent. Ainsi à Vénissieux avec

Michèle Picard, Bagneux avec Hélène Cillières, Mitry-Mory avec Charlotte Blandiot-Faride, Échirolles avec Amandine Demore, ce sont des femmes qui sont en passe d'être élues ou réélues.

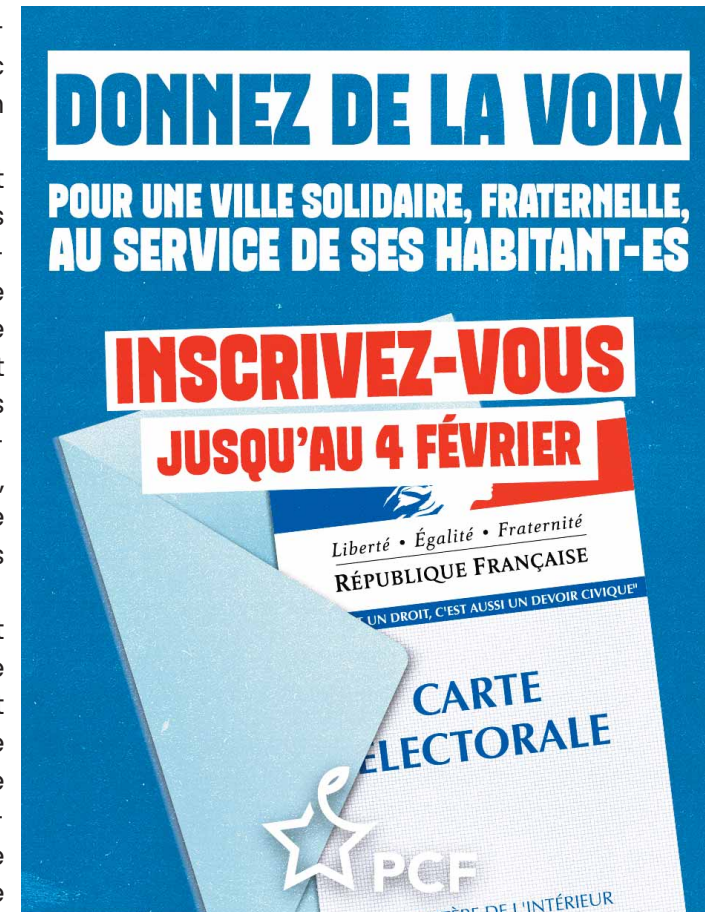
Fabien Roussel et la direction du PCF se félicitent que dans 90 % des villes dirigées par la gauche, les majorités municipales soient rassemblées, exprimant ainsi une dynamique nationale en faveur de l'union face à la droite et à l'extrême droite, malgré les tentatives de division. Le PCF prend toute sa part à ce combat et mènera ainsi de nombreuses listes d'union face au RN dans les régions des Hauts-de-France, de Grand-Est et en région PACA. À Calais, Nîmes, Sète, Arles ou Martigues, les têtes de liste communistes affronteront dès le premier tour les candidats du Rassemblement national.

Forts de la dynamique populaire de rassemblement qui s'exprime autour de leurs candidatures et de l'union très large à gauche, les communistes sont prêts, dans les villes comme dans les villages de France, pour les élections municipales à faire gagner des politiques utiles et protectrices, en faisant des services publics locaux, de la solidarité, de l'émancipation humaine et de la démocratie locale les piliers d'un véritable projet de société. ✪

Pierre Lacaze,

responsable Élections au PCF

Le 15 janvier 2026



211 milliards : Le débat s'installe

Le chiffre des 211 milliards d'euros, soit le montant des aides publics annuels identifié, révélé plus exactement par une commission d'enquête du Sénat présidée par Fabien Gay a déjà porté ses premiers fruits : voir le remboursement d'aides effectué par le groupe Michelin. Ce chiffre s'est si bien imposé dans le débat public que certains articles parlent à présent des « fameux » 211 milliards. Des patrons n'ont pas apprécié tel ce PDG du groupe Redex (société d'ingénierie), menaçant de quitter la France et dénonçant au journal « Le Parisien » « une opération de communication sur les aides aux entreprises qui nous fait passer pour des assistés vivant aux crochets de l'Etat. »

Touchée et pas coulée, la nomenclature macronienne s'est sentie obligée d'argumenter. Ainsi sur le site gouvernemental « Agora », dite « plateforme de participation citoyenne de l'Etat », une certaine Delphine pose, ces jours-ci, cette question au gouvernement : « Pourquoi ne pas conditionner les 211 milliards d'aides et de subventions aux entreprises. Il serait normal que l'octroi de l'argent public soit justifié et conditionné à une évaluation plus poussée. »

Le site précise la question : Sans évaluation réelle, impossible de dire si ces 211 milliards sont bien ou mal utilisés et qu'ils ont permis d'atteindre les objectifs pour lesquels ils étaient destinés. D'autre part, elles pourraient être réservées aux PME et à des entreprises utilisant ces aides sur le sol français. »

« Agira » a demandé à Clément Beaune, un temps

secrétaire d'Etat aux affaires européennes puis ministre des transports et à présent Haut-commissaire à la Stratégie et au Plan (attention aux majuscules !) de répondre.

« Grande question » commence par dire le petit marquis de la macronie (il n'a pas osé dire : merci de me l'avoir posée). Grande question mais petite réponse. Car le Haut commissaire a surtout pour objectif de discréditer l'enquête du Sénat.

Il opère en trois temps. D'abord il attaque le chiffre de 211 milliards. Il conteste le montant (et les compétences du Sénat, de ses élus et de ses experts par la même occasion) et retire, sans vergogne, 100 milliards de la somme. Il n'y aurait que 110 milliards d'euros d'aides publiques, prétend t il, c'est ce que lui, au Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan (attention aux majuscules, encore une fois) il a trouvé. Comment il a fait ? Mystère mais en une ligne de réponse, Beaune efface 100 milliards. Un détail. Et il traite les sénateurs d'amateurs, soit dit en passant.

Deuxième temps : non seulement, il y a moitié moins d'aides, prétend l'homme aux majuscules, mais on mélange tout et n'importe quoi dans ces prétendues « aides ». Et, solennel, Beaune dit à Delphine : « D'abord on va faire ce travail - c'est la mission que m'a confié le premier ministre- qui est de clarifier le bon périmètre parce que dans aide aux entreprises, on met des choses très différentes. »

Ici on pourrait lui dire : le rapport du Sénat est connu depuis six mois, il serait temps de « faire ce travail » d'analyse ; mais passons. Et apprécions la désin-

volture toute technocratique du propos, avec ces mots ronflants (« la mission du premier ministre »), ces formules absconses (« le bon périmètre »), tout cela pour discréditer l'argument des 211 milliards, et surtout pour ne pas répondre à la question posée. Troisièmement, faut-il conditionner les aides ? mais elles sont déjà très souvent conditionnées, a le culot de dire le Commissaire en évoquant les aides à l'apprentissage par exemple.

N'empêche, le pouvoir est touché et Beaune doit conclure en disant : « la bonne réponse, c'est pas des débats un peu généraux, des postures, c'est dans des mesures précises, dispositif par dispositif, donc transparence, regard sur chaque dispositif, des propositions concrètes. »

On sent la manœuvre, la manière de botter en touche mais là on a tout de même envie de lui dire au Commissaire : « Chiche ! » ❄

Roger Friset



Pétition

https://www.pcf.fr/petition_conditionnement_aide_aux_grandes_entreprises

Auch à l'heure de la solidarité internationale

Mardi 13 janvier, à Auch, se sont réunies plus de 120 personnes et ce n'est pas par habitude ni par confort. C'est parce que ce qui se passe aujourd'hui en Palestine, à Gaza comme en Cisjordanie, nous oblige. Nous oblige à ne pas détourner le regard. Nous oblige à prendre position. Parce que pendant ce temps-là, les grandes puissances ferment les yeux, couvrent, justifient, arment. Les fédérations du PCF Gers et du PCF Lot et Garonne organisaient une grande réunion publique animée par Cristine Hernandez membre du PCF et à l'initiative de la campagne nationale : 1 million d'oliviers pour la paix.

Avec Jérémy Bacchi, sénateur communiste des Bouches-du-Rhône, Yassar Ayoub, représentant de l'ambassade de Palestine en France et responsable de la coopération décentralisée, Ofer Cassif, député communiste israélien, en visioconférence, Alain Rouy, secteur international PCF, MVP, bureau international pour la paix. En présence de l'AFPS 32 et de la librairie la Renaissance.

Yassar Ayoub est revenu sur l'histoire de la Palestine et a rappelé que tout n'a pas démarré au 7 octobre. Ses mots ont été forts, à la hauteur des horreurs subies par les Palestiniens : Ce n'est pas une "guerre", ce n'est pas un "conflit équilibré", c'est un génocide, c'est une entreprise coloniale, raciste et violente, menée en toute impunité par le gouvernement d'Israël, un état qui agit en dehors de toutes lois internationales, avec la complicité active des gouvernements occidentaux. «Si on arrête de résister on arrête d'exister» ; «Sans instances internationales, c'est la loi de la jungle» ; «On est condamné à l'espoir et on croit toujours» ; «4 des 5 critères du génocide sont actés, seul le 5e n'est pas affirmé car

il concerne le déplacement de la population des enfants. Les enfants ne sont pas déplacés, ils sont tués sur place».

Ofer Cassif, député communiste israélien, présent en visio conférence et plusieurs fois suspendu de la Knesset pour ses positions en faveur de la paix, a donné des chiffres rappelant l'horreur vécue par les populations : Depuis le 7 octobre, 71 000 morts dont 18 000 enfants tués à Gaza ; 171 000 blessés dont 45 000 enfants. 442 morts depuis le cessez-le-feu, dont 165 enfants. 1 500 tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre. 12 000 prisonniers dont 350 enfants. 80 % des infrastructures de Gaza ont été détruites. Il a dénoncé l'annexion de fait-la Cisjordanie par les actes commis et le silence de la communauté internationale : «À l'intérieur d'Israël, ils essayent d'écarter les populations palestiniennes, et même les démocrates dans un processus totalitaire mettant à mal la résistance des forces progressistes.»

Alain Rouy et Jérémy Bacchi ont rappelé l'engagement historique et actuel du PCF et les actions politiques menées pour être utile à la cause palestinienne : Solidarité matérielle humanitaire, solidarité politique ; Campagne nationale pour exiger la reconnaissance de l'État de Palestine ; Rapprochement avec l'OLP avec des actions et des déclarations communes ; Exigence d'un cessez le feu immédiat et global ; Exigence de sanctions économiques envers Israël ; Exigence de la mise en jugement des criminels de guerre ; Libération des prisonniers politiques dont Marwan Barghouti ; Porter l'exigence du droit au retour ; Actions des collectivités locales : jumelage, coopération décentralisée, accueil de réfugiés...

Notre parlementaire a rappelé que la France a une



responsabilité pour trouver une solution aux conflits dans le respect du droit international et de la souveraineté des peuples. Il est revenu sur le projet de loi Yadan voulant criminaliser toute critique de l'État d'Israël en affirmant que c'est un signe supplémentaire de la peur de celles et ceux qui soutiennent le génocide face à celles et ceux qui défendent le droit international. Dans un contexte international marqué par l'amplification des impérialismes dont les USA envers le Venezuela, le Groenland, Cuba..., Jérémy Bacchi a rappelé qu'Israël a toujours défendu les intérêts américains et leur impérialisme dans la région.

Cristine Hernandez a conclu la soirée avec la promotion de la campagne : 1 million d'oliviers pour la paix, qui a récolté 40 000 euros pour un objectif de 100 000 euros. La soirée a permis de récolter 325 euros supplémentaires. 🌿

**Éric Cadoré, Guilhem Mirande,
Cristine Hernandez**

Le mandat de maire

Combien de fois ai-je lu ou écouté dire « *Etre maire est le plus beau des mandats* » et, dans le contexte de rejet des institutions, « *Le maire reste l'élu le plus apprécié des citoyens* »... Malheureusement, aujourd'hui, le message relayé est davantage celui de maires fatigués, usés par les charges de leur mandat et quelquefois découragés par les agressions dont ils ont été victimes, toujours montées en épingle.

Ce mandat, ou plutôt cette mission, je l'ai assuré pendant 27 ans dans mon petit village de 500 habitants. Être maire, c'est une présence de tous les instants, une charge mentale permanente, un quotidien grignoté par des soucis aux causes multiples. Mais aussi, et surtout, une vie faite de bouffées de satisfaction et même de grands moments de fierté. C'est tout cela le beau mandat de maire, qu'il soit maire des champs ou maire de ville. Parce qu'il n'existe pas de « grands » ou de « petits » maires !

Ce mandat, c'est sans doute ce qu'il nous reste de plus beau dans notre République où les champs de débris l'emportent si souvent sur les champs de semences. Mais pour que les semences prennent, encore faut-il bien sélectionner et doser les intrants et avoir conscience que l'investissement personnel et le dévouement ne seront jamais suffisants. Mon expérience de briscard, toujours élu municipal depuis 1977 et adjoint depuis mon départ de l'Assemblée, m'a imprégné de quelques exigences que

je me permets de livrer dans ce papier... au risque d'être donneur de leçon.

Tout d'abord, même en campagne électorale, ne pas laisser croire que la réussite de l'action municipale tient aux seuls individus qui la conduisent. Il me semble indispensable de faire le lien en permanence avec les politiques nationales et les conséquences qu'elles ont sur la mise en œuvre des politiques locales. Comme on le dit, « faisons de la politique ». Tranquillement, sans en rajouter, mais pour imprégner les consciences et ne pas porter au final la responsabilité d'un bilan insuffisant.

La deuxième priorité, selon moi, c'est le travail d'équipe qui conditionne le bon déroulement du mandat. En premier lieu en mobilisant l'ensemble du conseil municipal dans le respect des possibilités de chacun, ce que nous négligeons parfois avec des conséquences sur la réussite du mandat. Faire équipe, faire du commun, c'est aussi impliquer la population sous des formes les plus diverses.

Enfin, je pense qu'il faut être attentif à ne pas se laisser avaler par une intercommunalité boulimique de pouvoir. Les communistes ont toujours été les défenseurs de la commune, pilier de notre République, et se sont opposés aux réformes institutionnelles qui l'ont



dépouillée de multiples compétences. Aussi, la résistance au rouleau compresseur imposé par quelques barons de nos territoires est un combat à ne pas négliger, notamment quand les instances se mettent en place dans la précipitation en début de mandature.

Bonne chance à nos candidats dans cette période décisive pour le devenir de nos territoires. ✪

André Chassaigne

Accueil / Agenda

Les femmes communistes en résistance : un devoir de mémoire

ÉVÉNEMENT !

Les femmes communistes en résistance : un devoir de mémoire

21 février 2026
18h30-21h
Siège du PCF



FÉV 21 Samedi 21 février 2026 à 18h30



1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

19/25 janvier 1936 (3)

Les 200 familles

Le 22 janvier s'ouvre à Lyon Villeurbanne le 8e congrès du PCF (jusqu'au 25 janvier). Le Parti revendique 74 000 membres (contre 28 000 en 1933). En deux ans le chiffre a plus que doublé. On compterait 25 000 JC. « En avant pour les 100 000 adhérents », clame une banderole du congrès. Maurice Thorez est réélu secrétaire général.

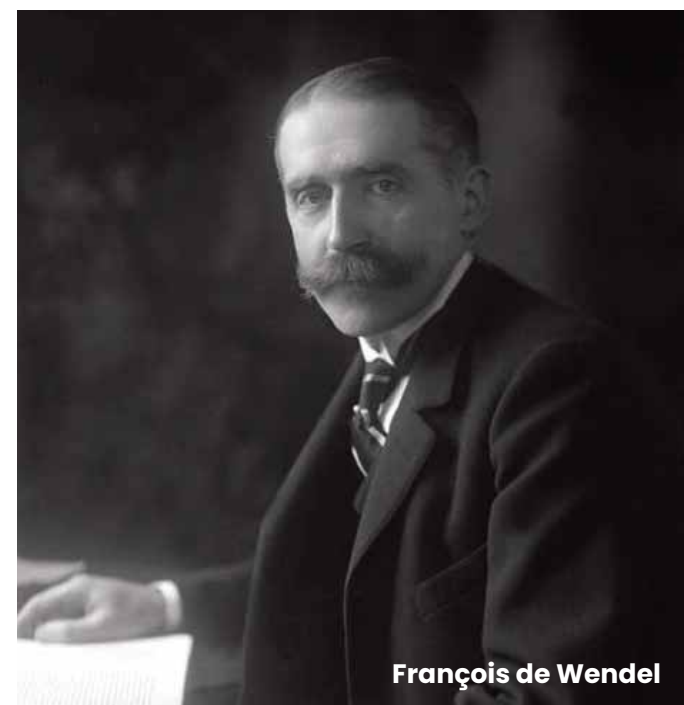
Le manifeste adopté à l'issue du congrès évoque notamment le poids des « 200 familles » qui contrôlaient l'économie française. Le thème fait écho aux 200 actionnaires qui supervisent la Banque de France à sa création (en 1800). On dit qu'à l'origine c'est le radical Daladier qui utilise l'expression, dès 1934 ; mais ce sont les communistes qui vont assurer à ce mot d'ordre un succès phénoménal au cours de l'année 1936.

Dans le film « La vie est à nous » de Jean Renoir et Jean-Paul Le Chanois (1936), produit par le PCF, le personnage d'un instituteur, interprété par le comédien Jean Dasté, fustige ainsi les grandes fortunes : « La France n'est pas aux Français car elle est à deux cents -familles. La France n'est pas aux Français car elle est à ceux qui la pillent. »

À partir du 19 janvier 1936, le journal *l'Humanité* consacre une longue série d'articles (jusqu'en août), bien documentés, signés Augustin Hamon et

surtitrés : « Et voici les 200 familles », où défilent les de Wendel, les Schneider, les Neufville. La série commence ainsi : « On croit communément que la France vit sous un régime démocratique. C'est une erreur complète. Le régime de la France est celui d'une oligarchie ploutocratique. Ce sont les grands riches qui sont les maîtres quasi absolus du pays. Nous disons quasi absolus parce qu'il faut tout de même tenir un peu compte de l'opinion et des aspirations des millions de dirigés. Ces grands riches détiennent entre leurs mains toute l'économie du pays. Ils en administrent, ils en gèrent tous les éléments, dans toutes les branches, l'eau, le gaz, l'électricité, les transports par voie ferrée et par air ; les canaux, les ports ; les transports par route ; les mines, la métallurgie, le textile, qui sont les industries de base de l'économie ; les industries de l'alimentation et de la construction ; les entreprises coloniales et à l'étranger les assurances et enfin les banques. »

En ce début 1936, des informations de presse font état de la fabrication massive (et secrète ? mais c'est un secret de Polichinelle) du bombardier Heinkel He 111 pour la Luftwaffe, alors que l'Allemagne n'avait pourtant pas le droit, selon le traité de Versailles, de concevoir des appareils militaires. Ces



François de Wendel

avions seront engagés dès l'année suivante dans la légion Condor pour bombarder les Républicains espagnols. 🇫🇷

Gérard Streiff



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Parcoursup : La loterie recommence !

Le 19 janvier, on célèbre les 8 ans de Parcoursup...

Tous les ans, les lycéennes et lycéens laissent leur avenir et leurs études supérieures entre les mains d'un algorithme : Parcoursup. Parcoursup génère chez les lycéennes et lycéens de l'anxiété : listes d'attentes, délais de réponse, été remplis d'incertitudes sur leur avenir.

L'opacité de son fonctionnement et les paramètres fixés par les formations ne permettent pas aux lycéennes et lycéens de comprendre le refus de leurs dossiers.

Les dysfonctionnements complexifient les démarches. En phase principale, la majorité des candidats ne reçoit pas de proposition satisfaisante : de nombreux candidats acceptent des formations qui ne correspondent pas à leurs projets.

L'injustice est là : la sélection opérée par Parcoursup aggrave les inégalités sociales. La plateforme encourage par son fonctionnement la concurrence entre les établissements et entre les élèves.

Les inégalités territoriales, sur lesquelles s'opère le système de notation des établissements, aggravent les inégalités de traitement entre les élèves des lycées prestigieux et souvent privés et les élèves des classes populaires. La répartition inégale des établissements du supérieur sur le territoire renforce cette exclusion.

La concurrence et la prétendue méritocratie accentuent la ségrégation sociale et obligent les jeunes à des déplacements que seuls quelques-uns peuvent se permettre, en plus de défavoriser celles et



ceux qui travaillent. Les élèves soutenus, informés bénéficient de meilleurs conseils et tirent profit de la sélection.

L'origine de toutes ces inégalités ? La baisse des budgets et la casse de l'enseignement supérieur à travers des décennies de politiques européennes et libérales. La dégradation du service public et le manque de places à l'université ont justifié la création de plateformes de sélection et ouvrent une brèche à l'enseignement supérieur à but lucratif. Le désinvestissement du service public renforce les écoles privées, précarisant les jeunes et pour le capital financier.

Nous, jeunes communistes, sommes favorables à un service

public de l'orientation, permettant aux lycéennes et lycéens plus de stabilité, de sûreté et de sérénité.

Le Service public de l'orientation doit répondre aux aspirations des jeunes et mettre fin à toutes les discriminations d'orientation. Ce service public doit aussi favoriser la réorientation des jeunes en leur offrant l'opportunité de découvrir les autres formations. Il vise à mettre fin à la sélection et à pousser la planification des formations en fonction des besoins de la société. Ce Service public de l'orientation concerne les lycées généraux et technologiques, ainsi que les lycées professionnels et agricoles.

En 2026, les Jeunes Communistes sont organisés partout sur le territoire et font signer la pétition pour abattre Parcoursup et porter un projet d'avenir émancipateur pour chaque jeune ! ✪



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement de la PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Groenland : la fin de l'OTAN et de l'UE

Le Groenland est une des cibles principales d'un impérialisme étatsunien en voie de refondation. Comme d'ailleurs à chaque fois que ce dernier se recompose et se redéploie : que ce soit au lendemain de la guerre de sécession, ou encore au lendemain de l'adoption du corolaire (Theodore) Roosevelt de la doctrine Monroe au début du 20^e siècle, ou bien au début de la guerre froide. Versant septentrional de la doctrine Monroe, le contrôle des minerais et terres rares que ce « territoire constitutif » du Danemark recèle, ainsi que celui des routes maritimes et de l'espace aérien qui l'entourent sont une application de la nouvelle doctrine stratégique de la Maison-Blanche. Il faut bien sûr le dénoncer avec force.

Mais il faut aussi aller plus loin. Dans le contexte de la recomposition brutale de l'impérialisme à l'heure d'un capitalisme et d'une mondialisation capitaliste en crise, la question du Groenland pose une autre question : celle de la nature, des cadres et des moyens de l'impérialisme contemporain. Et par conséquent, celle de la crise des cadres issus de la phase néolibérale de l'impérialisme, qui est maintenant close. En l'occurrence, l'OTAN et l'UE.

L'affaire du Groenland sonne le glas de l'OTAN. L'OTAN, produit de la guerre froide, préexiste à la phase néolibérale de l'impérialisme. Mais depuis 1990, toujours bras armé des États-Unis, ses missions de plus en plus interventionnistes ont en réa-



lité suivi les recompositions de l'impérialisme après la fin de la guerre froide. Désormais, cette phase est close. L'impérialisme US ne fait plus de l'OTAN son outil principal, à part (et c'est important) dans son volet industriel, pour exercer une pression sur ses membres pour qu'ils achètent US pour leur armement et, par conséquent, augmentent leurs dépenses militaires. Le Pentagone peut clouer au sol les F35 achetés par les membres de l'OTAN. Plus



que jamais, l'OTAN n'assure nullement la sécurité des peuples européens mais, au contraire, est une menace pour eux. Toutes les alertes lancées par les communistes depuis la création de l'Alliance atlantique trouvent ici, à nouveau, leur illustration. La tétanie des dirigeants européens face à cette réalité est sidérante. Comment exiger, comme le fait Emmanuel Macron, un « exercice de l'OTAN » au Groenland ? C'est l'ensemble du logiciel de l'UE et des classes dirigeantes européennes qui, depuis la *Déclaration Union européenne-OTAN sur la politique européenne de sécurité et de défense* de 2002, n'ont eu de cesse de se soumettre toujours plus servilement à l'OTAN et aux USA, qui vole en éclats. Il serait grand temps d'en tirer les conséquences !

Concernant l'UE, les contradictions de cette construction capitaliste telle qu'elle est structurée depuis l'Acte unique et le traité de Maastricht entrent dans une phase terminale. Non pas que les institutions de l'UE vont cesser d'exister demain matin. Mais la logique de l'UE telle qu'elle est déterminée dans les traités européens vole également en éclats. Il s'agissait d'assurer l'entrée des classes dirigeantes européennes, dans leur diversité et leurs contradictions, dans la phase néolibérale de la

mondialisation capitaliste, en resserrant les liens de dépendance avec les États-Unis, avec le dollar et nous l'avons vu, avec l'OTAN. Comme cette phase est terminée, il est logique que l'UE entre dans une crise structurelle. Or, structurellement, il n'est pas possible de réformer en profondeur l'UE maastrichtienne. On voit aujourd'hui toutes les limites d'un « réaménagement » dans le cadre des traités existants. L'instrument anti-coercition qu'on nous vante ces derniers jours comme un « bazooka » tire en réalité à blanc car il ne rompt pas avec la logique des traités européens. Comme pour toutes les dispositions commerciales, sa mise en place requiert la majorité qualifiée du Conseil européen, c'est-à-dire 55 % des États membres représentant 65 % de la population. Il s'agit en réalité de donner quitus à la Commission européenne pour « enquêter sur une éventuelle coercition ». En sachant que c'est exactement cette même commission qui a organisé la reddition de l'Europe lors des discussions avec l'administration Trump sur les droits de douane en août dernier.

Les contradictions de l'UE telle qu'elle existe aujourd'hui entrent dans leur phase terminale pour deux autres raisons. Le fonctionnement de l'UE requiert un certain consensus entre les principales bourgeoisies nationales qui la composent, ou, quand ce n'est pas le cas, offre un terrain d'élaboration de ce consensus. Mais quel consensus serait aujourd'hui possible alors que les dynamiques centrifuges se renforcent ? Le gouvernement français ne cesse de parler d' « autonomie stratégique » sans rien faire dans cette direction ; le gouvernement d'extrême droite italien tente de garder son lien privilégié avec Trump ; le gouvernement hongrois d'extrême droite a annoncé sa volonté de participer au « bureau de la paix » de Trump dont l'objectif est de marginaliser l'ONU ; le gouverne-

ment espagnol, le plus à gauche d'Europe, essaie de résister dans la mesure de ses fragiles marges de manœuvres.

Enfin, l'UE dépend aussi des rapports de force qui s'exercent au sein des États membres. Or, aujourd'hui le gouvernement français, tout comme la coalition allemande, sont hautement instables. Les deux principales puissances de l'UE, dans des mesures certes différentes, sont en proie soit à une instabilité politique, soit à une fragilité gouvernementale qui rendent hautement incertain leur avenir politique. Dans ces deux pays, l'extrême droite est aux portes du pouvoir.

Là encore il est temps d'en tirer les conséquences et d'engager une démarche politique pour la sortie et la dissolution de l'OTAN et pour la remise en cause des traités européens !

Comme l'exigeait le communiqué du PCF du lundi 19 janvier : « *La France peut prendre la tête d'une coalition d'États prenant des mesures immédiates telles que la dénonciation de l'accord commercial signé en août 2025 entre l'UE et les États-Unis, qui signifiait une reddition complète des Européens. La Commission européenne ne doit plus pouvoir décider seule de la politique commerciale des États européens ! Il est temps d'engager une démarche remettant en cause les traités européens. Tout en annonçant sa sortie immédiate du commandement militaire intégré de l'OTAN, la France doit prendre des initiatives européennes pour la construction d'un espace paneuropéen de sécurité collective en toute indépendance de l'OTAN, des États-Unis et de l'UE.* » ✳

Vincent Boulet

Responsable des relations internationales



Communistes

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA